

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 1,
Février 2026**





**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
 SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
 ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 GUEYE Yoro Emmanuel, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
 KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
 MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 SYLLA Makémisa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Sogotienin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («.... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.

Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.

Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Umwandlung von Sprichwörtern in Slogans im Werbediskurs:
eine Untersuchung einiger deutscher Slogans**
Égni Stéphane Dieudonné ÉNIGNI & Epié Augustine Michaela BONGBA 1-17

Etudes hispaniques

2. **La Contrarreforma y la devoción popular en la España del Siglo de Oro**
GONKALIE Gbana Francis 18-31
3. **Políticas públicas y atención a las mujeres víctimas
de violencia machista en España**
Kassoum SORO..... 32-48
4. **Estética de lo abyecto en la familia de pascual Duarte de Camilo José Cela**
Oumar MANGANE..... 49-64
5. **El dilema cubano, entre “revolución” y apertura al mundo**
Dogba Léonce BAWA..... 65-78
6. **La trahison comme acte de libération dans reivindicación
del conde don Julián de Juan Goytisolo**
Christine Abenan SIGNO..... 79-86
7. **La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España**
Kouadio Stéphane-Yannick KONAN..... 87-98

Lettres Modernes

8. **« Miss lolos » de Frédéric Éhui Meiway :
un discours hétérogène au service de l’expressivité**
Bini Kouamé PRAO, Yao Gatién KONAN & Tchékpoho SORO 99-111

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Industrialisation de la visibilité et reconfiguration du débat public
dans l’émission Jakaarlo Bi**
Alioune Badara GUEYE..... 112-127
10. **Appropriation des termes footballistiques en fulfulde
au Nord-Cameroun : enjeux culturels**
NGAOURI Landri & OLOWA Jean de Dieu..... 128-139
11. **Peuples Chamites versus Peuples Hébraïques :
les Peuples de la Côte d’Ivoire**
Ayé Clarisse HAGER-M’BOUA..... 140-163

- 12. Communication et Prospective pour une gestion durable des infrastructures d'utilité publique à l'Université Alassane Ouattara**
DAGNOGO Gnéré Laetitia Blama &
KOUAME-KONATE Aya Carelle Prisca..... 164-176
- 13. Précarité socio-économique et accès aux soins au CHU de Bouaké : apport de la communication sociale**
Akissi Germaine KOUASSI & Nibé Dramane SILUÉ 177-192
- 14. Typologies de phrases en tupuri : analyse syntaxique et usages sociolinguistiques**
Jacqueline MAÏKAKE..... 193-205
- 15. Discursive Issues in Emmanuel Macron's Speeches on Leadership (2017-2022)**
Ifedolapo Akinrinlola & Amos Iyiola..... 206-224

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

- 16. La femme face à la tradition dans le film “ La jumelle” de Lanciné Diaby : entre combat et réalité de la femme**
Olivier Kadja EHILE..... 225-236

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 17. Stratégie coloniale et adaptations locales dans le royaume sanwi (sud-Côte d'Ivoire)**
Ange Marius AKPO, TOURE Gninin Aïcha &
ETTIEN N'Doua Etienne..... 237-250
- 18. Le littoral ivoirien : Berceau historique de l'Église catholique, inventaire patrimonial et perception contemporaine d'un héritage remarquable**
ASSAKA Tatiana Larissa Sandrine &
KIENON-KABORE Timpoko Hélène..... 251-267

Histoire

- 19. Le dynamisme social du sexe féminin en Grèce classique Ve- IVe J.-C.**
Fabrice OULAI..... 268-277
- 20. La politique étatique de la protection de l'environnement minier en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
Yhattey Hervé Thierry AGUIE..... 278-294
- 21. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009**
Eloge MIEHI & Richard Gouedan MEIGNAN 295-311
- 22. L'espace rural à l'épreuve de l'exploitation forestière au Cameroun sous administration française (1921-1956)**
Yannick ZO'OBO..... 312-321

- 23. Être de son temps ou s'affirmer comme monde.**
Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)
 Mamadou Yéro BALDE..... 322-339
- 24. La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926**
 N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH,
 ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO & BAKAYOKO Nonama Rockya..... 400-414

Géographie

- 25. Impacts de l'orpillage légal sur les écosystèmes préforestiers dans le département de Katiola (Centre-Nord ivoirien)**
 N'Gromma Florent KOUADIO..... 415-430
- 26.« Effets structurants » du Train Express Régional (TER) à Dakar (Sénégal)**
 Awa FALL..... 431- 452
- 27. Gestion intégrée des ressources en eau de la commune de Medina (Sénégal)**
 René Ndimag DIOUF..... 453- 464
- 28. Dynamique urbaine et développement économique à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire)**
 Konan Norbert KOFFI, Mariam DIOMANDE &
 Songuimadenin Siaka YEO..... 465-482
- 29. Mutation foncière et reconversion paysanne dans la sous-préfecture de Yamoussoukro**
 Achille Roger TAPE..... 483-496
- 30. Exposition au travail des enfants d'immigrants en milieu rural dans la sous-préfecture de Duékoué**
 Kouadio Arnaud Yao & GOHOUROU Florent..... 497-511
- 31. La morbidité infantile des infections respiratoires aiguës dans les districts sanitaires du V Baoulé de 2017 à 2022**
 SEDEHI Akissi Epiphanie, TRA BI Zamblé Armand &
 KANGA Kouakou Hermann Michel..... 512-520

Philosophie

- 32. Heidegger et la cybernétique : critique de la réduction de l'existence à la fonctionnalité**
 Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 521-540
- 33. Essence de la pensée hobbesienne et rawlsienne dans la problématique du développement de l'Afrique**
 Kouadio Louis N'GUESSAN & Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 541-554
- 34. La palabre africaine : une expression de la démocratie**
 N'Guessan Jonas Kouassi..... 555-567

- 35. Cynisme politique et déshumanisation de l'homme
dans le monde vécu aujourd'hui**
Christophe ONGUENE ONGUENE..... 568-581
- 36. L'impérialisme extractiviste en Afrique**
Kouadio YAO..... 582-597
- 37. L'oubli constitutif de la technique :
déconstruire le paradigme technoscientifique**
Gabriel VANNA..... 598-608
- 38. Quine et l'effondrement de l'épistémologie classique**
Koffi Zahouo Alain & Koffi KOUASSI..... 609-622

Anthropologie et sociologie

- 39. Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique :
diversification et enjeux de sécurité**
Laré Batouth PENN..... 623-640
- 40. Entre racines ethniques et conscience nationale :
dynamiques identitaires au Gabon contemporain**
Steeve-Thierry BALONDJI..... 641-659
- 41. Les collectivités territoriales décentralisées et la gouvernance
éducative à l'ère de la décentralisation au Cameroun**
Simon Patou Simon..... 660-677
- 42. Motivation extrinsèque et performance scolaire en contexte ivoirien :
une analyse du rendement des élèves de Troisième et de Terminale
dans le département d'Alépé**
AGUI Lobah Azouan Barthelemy & BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel..... 678-692
- 43. Représentations, croyances et pratiques sociales autour de la route
et des accidents de la circulation en Côte d'Ivoire**
KACOU Fato Patrice & GBOKO Kouadio Roger..... 693-706
- 44. Félix Houphouët Boigny et l'intégration des immigrés à Hiré,
sud-ouest de la Côte d'Ivoire**
Dabé Laurent OUREGA..... 707-725

Criminologie

- 45. Délits Economiques à Lubumbashi : Enquête Proactive**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 726-737

Psychologie

- 46. Le rôle médiateur de la régulation émotionnelle entre stress et comportements à risque des mototaximens**
Djiessi Makouam & Placide Mengoua..... 738-756
- 47. Modèles explicatifs du passage à l'acte des auteurs d'agression sexuelle : convergences, divergences, enjeux cliniques**
Kaama Sandrine GOUNDJOA & Kaka KALINA..... 757-770
- 48. Vulnérabilité et résilience chez les enfants de mères dépressives : une étude qualitative en contexte hospitalier ivoirien**
KOFFI Ekissi Jean Armel, Amalaman Franck Severin ANDO & KOFFI N'Guessan Williams..... 771-789

Science de l'éducation

- 49. Le système LMD au Mali : d'une adoption formelle à la quête d'une adaptation institutionnelle**
Chiaka SAMAKÉ, Idrissa Soïba TRAORE & Mamadou KOUMARE 790-804

SECTION 4 : SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Sciences politiques et administratives

- 50. La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23**
David CIZA, Pacifique Makuta MWAMBUSA,
Joseph Munyabeni NYEMBO & Augustin Kahindo MUHESI 805-813

SECTION 5 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 51. Contribution du management participatif dans l'amélioration de la qualité des soins dans les établissements publics hospitaliers de Bamako**
Zoubeirou HAROUNA, BERTHÉ Soungalo & DICKO Albadia Abdoulaye.... 814-831
- 52. Audit interne et prévention de la fraude sur les recettes du service recouvrement de la mairie de Bouaké**
Gningninri Augustin KONE..... 832-848

SECTION 6 : GEOSCIENCES

- 53. Caractérisation géochimique des roches du socle panafricain de Dan Issa (Sud-Maradi, Niger) par fluorescence X**
Ousmane Loumoumba MOUSSA MAHAMAN, Karimou DIA HANTCHI,
Rachid BOUBACAR OUMAROU & Yaou BAKOYE..... 849-868



La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23

David CIZA

*Université Officielle de Bukavu,
République Démocratique du Congo,
Email : davidrubona@gmail.com ;*

Pacifique Makuta MWAMBUSA

*Université Officielle de Bukavu,
République Démocratique du Congo,
Email : pmmwambusa@gmail.com ;*

Joseph Munyabeni NYEMBO

*Université Officielle de Bukavu,
République Démocratique du Congo,
Email : munyabeni@gmail.com*

&

Augustin Kahindo MUHESI

*Université de Goma,
République Démocratique du Congo,
Email : augustinkahindomuhesi@gmail.com*

Date de soumission : 08-01-2026

Date de publication : 28-02-2026

Résumé

La continuité des services publics administratifs en contexte de crise sécuritaire demeure une préoccupation centrale dans l'analyse de la gouvernance publique. Cet article interroge la résilience de l'administration publique locale pendant l'occupation de la ville de Bukavu par les forces de l'AFC/M23, en février 2025. À travers une approche qualitative fondée sur des entretiens et des données de terrain, il examine dans quelle mesure les services publics ont été maintenus, suspendus ou adaptés face aux contraintes politiques et sécuritaires. L'analyse s'appuie sur les théories classiques du service public, notamment le principe de continuité, pour évaluer les écarts entre les normes juridiques et la pratique administrative en situation d'exception. Les résultats révèlent que, malgré les perturbations liées à l'insécurité, certains services essentiels ont poursuivi leurs activités, portés par le dévouement d'agents publics, la pression sociale et la nécessité de garantir un minimum de fonctionnement institutionnel. Ce travail met en lumière les stratégies d'adaptation développées localement et appelle à renforcer les capacités institutionnelles pour assurer la permanence de l'État, même en période d'instabilité.

Mots-clés : Continuité du service public ; administration publique ; crise sécuritaire ; gouvernance ; résilience institutionnelle.

The Continuity of public administrative services in light of theory and practice. The case of Bukavu during the occupation by AFC/M23

Abstract

The continuity of administrative public services in times of security crisis remains a central issue in public governance analysis. This article explores the resilience of the local public administration during the occupation

of Bukavu by AFC/M23 forces. Using a qualitative approach based on interviews and field data, it examines to what extent public services were maintained, suspended, or adapted in the face of political and security constraints. Drawing on classical public service theories—particularly the principle of continuity—the study evaluates the gap between legal standards and administrative practice under exceptional circumstances. The findings reveal that, despite disruptions, essential services continued, sustained by the dedication of public servants, social pressure, and the need to preserve minimal institutional functioning. The article highlights local adaptation strategies and calls for stronger institutional capacity to ensure state presence even amid instability.

Keywords: Public service continuity; public administration; security crisis; governance; institutional resilience.

Introduction

Le service public administratif, dans son acception classique, est fondé sur trois principes fondamentaux : la continuité, l'adaptabilité et l'égalité (Rolland, 1938). La continuité, en particulier, s'impose comme une exigence de stabilité et de permanence de l'action étatique, quels que soient les bouleversements politiques ou sociaux. Ce principe découle du caractère d'intérêt général du service public (Chapus, 2001), et confère à l'État l'obligation d'assurer, même en temps de crise, un minimum de prestations administratives à l'endroit des citoyens.

Dans les États à gouvernance fragile comme la République Démocratique du Congo (RDC), les épisodes de conflits armés ou d'occupation militaire posent un défi particulier à cette continuité. Le cas de l'occupation temporaire de la ville de Bukavu par l'Alliance du Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) en est une illustration préoccupante. Ce type de contexte force à s'interroger sur la capacité des structures étatiques à maintenir leurs missions régaliennes dans une situation d'effondrement partiel de l'autorité publique.

Comme le soulignent Chevallier (2011) et Badel (2015), la résilience administrative en période de crise dépend souvent de la combinaison entre les dispositifs normatifs en place et les pratiques d'adaptation locale. Dans certains cas, ce sont les dynamiques informelles ou communautaires qui prennent temporairement le relais du service public officiel, tout en conservant un ancrage dans les représentations institutionnelles. À Bukavu, une telle lecture permet de comprendre comment, malgré l'occupation, certains services essentiels (état civil, santé, éducation...) ont pu fonctionner, fût-ce de manière réduite, voire clandestine.

Cette étude se propose d'examiner la continuité des services publics administratifs dans la ville de Bukavu pendant la période d'occupation par l'AFC/M23, à travers une analyse croisée des théories du service public et des données empiriques recueillies localement. Les interrogations que suscitent ce sujet sont les suivantes : quelles sont les logiques théoriques qui sous-tendent la permanence du service public en temps de crise ? Quelles pratiques administratives ont été

observées à Bukavu pendant l'occupation ? Quelles leçons en tirer pour une meilleure gouvernance en contexte post-conflit ? Cette réflexion, à la fois théorique et empirique, s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire croisant droit administratif, science politique et études post-conflit.

1. Méthodologie

Cette étude repose sur une approche qualitative à visée compréhensive, visant à explorer la réalité administrative de la ville de Bukavu pendant son occupation par l'AFC/M23. Elle s'inscrit dans une démarche inductive, en croisant les théories du service public avec les faits observés ou rapportés localement.

1.1. Approche méthodologique

L'étude adopte une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire, l'entretien semi-directif et l'observation indirecte. L'objectif est de comprendre les mécanismes de résilience ou de rupture dans la prestation des services publics administratifs en période de crise, à partir d'un terrain à forte valeur symbolique et politique.

1.2. Techniques de collecte de données

- Analyse documentaire : Cette technique a permis d'examiner les textes légaux sur les services publics en RDC (notamment la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'organisation de l'administration publique), les rapports des ONG et agences internationales (MONUSCO, CENCO, etc.) ainsi que les archives administratives locales.
- Entretiens semi-directifs : Des entretiens ont été réalisés auprès d'agents de l'administration publique encore en poste ou en fonction à l'époque, de responsables politiques locaux, de membres de la société civile et d'utilisateurs des services publics. Ces entretiens ont permis de recueillir des témoignages précieux sur les pratiques effectives durant l'occupation.
- Observation indirecte : Elle a consisté à confronter les récits et les données disponibles à travers des indicateurs de fonctionnement administratif (délivrance d'actes, présence du personnel, fonctionnement des guichets, etc.).

1.3. Délimitation spatio-temporelle

- Cadre spatial : L'étude est centrée sur la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, en raison de sa centralité administrative et politique.

- Cadre temporel : L'analyse couvre la période d'occupation ou de perturbation due à la présence de l'AFC/M23, approximativement située entre la fin 2024 et le premier semestre 2025. Ce choix tient compte de la période où la continuité administrative aurait été le plus mise à l'épreuve.

1.4. Limites de l'étude

Cette recherche se heurte à certaines limites, notamment la sensibilité politique du sujet, les difficultés d'accès à certaines archives, et la subjectivité possible de certains témoignages. Toutefois, des recoupements méthodiques ont permis de renforcer la fiabilité des données.

2. Présentation des résultats

Les données collectées ont permis de dresser un tableau contrasté de la gestion des services publics administratifs à Bukavu durant l'occupation ou l'influence militaire de l'AFC/M23. Trois grandes tendances ont émergé de l'analyse : la résilience partielle de certains services, la désorganisation d'autres, et la perception mitigée des usagers.

2.1. Résilience partielle de certains services

Malgré le contexte de crise, plusieurs services administratifs ont continué à fonctionner, quoique de manière réduite. Les bureaux de l'état civil, la division provinciale de l'intérieur, certains services de l'enseignement primaire et secondaire ont maintenu une présence minimale.

- La délivrance des actes d'état civil a connu une forte baisse, mais n'a pas totalement cessé. Quelques agents civils ont continué à opérer en mode « service minimum ».
- Les services d'enseignement ont été maintenus dans plusieurs quartiers avec l'appui de la société civile et des réseaux confessionnels (écoles conventionnées).

2.2. Désorganisation manifeste d'autres services

Certains services ont connu un arrêt quasi total ou un fonctionnement désorganisé :

- L'administration des finances, les services du cadastre et les affaires foncières ont été fortement paralysés. Des documents essentiels ne pouvaient plus être délivrés.
- Plusieurs bureaux administratifs ont été désertés, soit par peur, soit suite à des ordres de retrait.
- L'absence d'ordres clairs venus de Kinshasa ou du gouvernement provincial a aggravé la confusion administrative.

2.3. Perception et adaptation des usagers

Les usagers interrogés ont exprimé une frustration généralisée quant à la qualité des services, tout en reconnaissant les efforts de certains agents restés en poste :

- La majorité a constaté une baisse de l'accès aux services essentiels.
- Toutefois, des adaptations ont été notées : le recours à des solutions communautaires, l'autogestion dans certains quartiers, ou encore le déplacement vers d'autres communes plus sécurisées.

2.4. Rôle des autorités de fait et interactions avec l'administration

Certains témoignages évoquent une forme de cohabitation forcée entre les autorités locales et les représentants militaires ou paramilitaires de l'AFC/M23 :

- Des décisions administratives ont parfois été prises sous pression ou avec approbation tacite des nouveaux occupants.
- Quelques services ont subi des formes de réquisition ou de redéploiement « sous autorité parallèle », ce qui pose la question de la légitimité des actes administratifs posés pendant cette période.

3. Discussion des résultats

Les résultats présentés révèlent des dynamiques complexes dans la gestion des services publics administratifs à Bukavu sous l'occupation de l'AFC/M23. Cette situation met à l'épreuve la doctrine de continuité du service public, principe fondamental du droit administratif, selon lequel le service public doit être assuré de manière régulière et sans interruption, quelles que soient les circonstances (Duguit, Traité de droit constitutionnel, 1928, p. 347).

3.1. Une résilience institutionnelle partielle : entre inertie et responsabilité

La persistance de certains services, même en contexte instable, confirme la résilience de certaines structures publiques, souvent liée à l'engagement personnel des agents et à l'attachement au devoir civique : « *Nous venions au bureau par peur, mais aussi par conscience. Le pays devait continuer à vivre...* »¹.

Cette attitude s'inscrit dans la logique du fonctionnalisme administratif, qui suppose que les structures publiques, même affaiblies, tendent à assurer une forme de continuité par la routine, les normes professionnelles et l'attente sociale (Crozier & Friedberg, L'acteur et le système, 1977).

¹ Entretien avec un agent de l'état civil, Bukavu, juillet 2025 à 11h00.

3.2. Ruptures et illégalités : entre désorganisation et administration parallèle

La paralysie de certains services (cadastre, finances, etc.) révèle les limites concrètes de l'appareil administratif en temps de crise. Plusieurs agents ont évoqué la peur, l'absence de sécurité juridique, et la perte de repères hiérarchiques : « *On ne savait plus à qui obéir : l'État ou les nouveaux maîtres ?* »².

Cette désorganisation reflète ce que Pierre Bourdieu nommait l'effondrement du champ bureaucratique, lorsque l'ordre normatif cesse de s'imposer et que les rôles se brouillent (Bourdieu, Sur l'État, 2012).

3.3. Coexistence problématique entre légalité et légitimité

L'intervention de forces occupantes dans certains actes administratifs soulève la question de la légitimité de fait face à une légalité suspendue. La doctrine de la continuité juridique de l'État (Vedel & Delvolvé, Droit administratif, Paris, PUF, 2006, p. 112) ne permet pas toujours d'encadrer ces situations hybrides, où les actes administratifs sont posés sous pression, mais parfois acceptés par les populations. « Les gens n'avaient plus d'autre choix. Même un document signé par un chef 'imposé', on le prenait s'il permettait de se déplacer »³.

L'analyse des témoignages recueillis à Bukavu révèle une tension constante entre l'affichage symbolique de la continuité administrative et la réalité du fonctionnement sous contrainte. Cela corrobore les principes de la théorie institutionnaliste selon laquelle les institutions publiques tendent à maintenir leur forme, même lorsque leur substance est altérée (North, 1990).

Comme l'a indiqué un chef de service dans une division provinciale, « nous venions au bureau, mais c'était surtout pour la forme ». Ce propos met en évidence une continuité plutôt formelle, guidée par une volonté de sauvegarder l'image de l'État, sans efficacité réelle.

Du point de vue stratégique, certains agents ont maintenu leur présence dans les services dans une logique d'adaptation et de préservation des postes. Un fonctionnaire évoque que « *la continuité du service était maintenue, mais sans moyens* »⁴. Ce constat s'aligne avec les postulats de la théorie stratégique qui explique les choix des acteurs par la logique de survie (Crozier & Friedberg, 1977).

De plus, des éléments d'un double système de fonctionnement apparaissent. Selon un agent du cadastre, « *il y avait un double système : ce que nous faisions officiellement, et ce que les*

² Entretien d'un chef de bureau local, division du territoire, Bukavu, août 2025 à 15h30.

³ Entretien avec un usager de kadutu, Bukavu, août 2025 à 10h00.

⁴ Entretien d'un chef de bureau local, direction provinciale de mobilisation et d'encadrement des recettes, Bukavu, novembre 2025 à 14h30.

militaires imposaient »⁵. Cette configuration rappelle la théorie de l'interactionnisme symbolique, où les pratiques dépendent du sens attribué par les acteurs dans un contexte donné (Blumer, 1969). Ici, les fonctionnaires agissent dans un entre-deux : symbolisme étatique et pression militaire.

Le membre de la société civile rencontré corrobore cette idée, en insistant sur la dimension symbolique : « Le service public est resté symboliquement actif pour montrer que l'État était toujours là, mais dans les faits, tout le monde savait qui décidait »⁶. Ce constat rejoint la lecture instrumentaliste, où les structures administratives peuvent être utilisées comme des instruments de légitimation ou de manipulation, selon les rapports de force.

Enfin, la parole d'un journaliste local met en lumière le déficit en ressources humaines et en efficacité : « Il y avait des annonces de continuité du service, mais sans personnel complet ni vraie capacité »⁷. Cela pose la question du gap entre l'intention politique de continuité et les moyens concrets de sa mise en œuvre, révélant un État en tension entre affirmation symbolique et fragilité fonctionnelle.

Ainsi, les verbatims illustrent clairement que la continuité du service public fut davantage une posture institutionnelle qu'une réalité pleinement opérationnelle. Les administrations sont demeurées visibles, mais leur efficacité fut compromise, confirmant l'hypothèse selon laquelle la continuité du service en situation d'occupation est affectée à la fois par les logiques internes des acteurs et par les rapports de pouvoir imposés.

Cette étude visait à analyser la manière dont la continuité des services publics administratifs a été affectée, réorganisée ou maintenue durant l'occupation de la ville de Bukavu par l'AFC/M23. À travers une démarche qualitative fondée sur des entretiens, l'analyse documentaire et l'observation, nous avons pu mettre en évidence les dynamiques d'adaptation, de résistance et de négociation à l'œuvre au sein de l'administration publique dans un contexte de rupture institutionnelle.

Les résultats confirment que la continuité du service public en situation d'occupation n'est ni automatique ni uniforme. Elle est soumise à des logiques de survie, de résilience et parfois de compromission. Certains services ont poursuivi leur fonctionnement grâce à l'engagement

⁵ Entretien avec un agent du cadastre, Bukavu, juin 2025 à 10h00.

⁶ Entretien avec un membre de la société civile, Bukavu, août 2025 à 11h00.

⁷ Entretien avec un journaliste d'un média local, Bukavu, juillet 2025 à 11h00.

d'agents, à la pression sociale ou à la continuité des besoins de base (état civil, santé, éducation), tandis que d'autres ont été désorganisés ou instrumentalisés.

L'analyse croisée avec les cadres théoriques – institutionnaliste, stratégique, interactionniste et instrumentaliste – a permis de mieux comprendre la complexité de cette gouvernance en situation d'exception. Elle révèle également les limites des conceptions classiques de l'État et du service public, qui peinent à rendre compte des réalités observées dans des contextes de fragilité étatique.

En définitive, la continuité du service public administratif dans un contexte de crise repose moins sur la stabilité institutionnelle que sur la capacité d'adaptation des acteurs, leur ancrage social et les mécanismes informels de gouvernance. Cette réalité appelle à repenser les politiques de renforcement de l'administration publique en intégrant les dimensions de flexibilité, de légitimité locale et de gestion de crise.

Références bibliographiques

BLUMER Herbert, 1969, *Symbolic Interactionism: Perspective and Method*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall, 208 p.

CROZIER Michel & FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris : Seuil, 500 p.

DUMONT Hugues, 2001, *Droit administratif général*, Bruxelles : Larcier, 812 p.

DURAND GILBERT, 2012, *La continuité de l'État et les services publics en crise*, Paris : Presses Universitaires de France, 350 p.

DUPUY René-Jean, 2004, *Le service public : Mutation et permanence*, Paris : Dalloz, 250, p.

FREUND Jean, 1972, *Sociologie du conflit*, Paris : PUF, 306 p.

KEBZABO Sosthène, 2008, *État, administration et gouvernance en Afrique centrale*, Libreville : Presses de l'Université Omar Bongo, 2014 p.

MBAYE Abdoulaye, 2015, *Les administrations publiques en situation de crise : Cas de la RDC*, Paris, L'Harmattan, 450 p.

MOE Terry, 1990, « Political institutions: The neglected side of the story », *Journal of Law, Economics, & Organization*, 6(Special Issue), p.213–253.

NORTH Douglass, 1990, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press, 152 p.

OSTROM Elinor, 2005, *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 443 p.

PONCELET Michel, 2010, *Services publics et instabilité politique : Enjeux de la gouvernance locale*, Bruxelles : De Boeck, 420, p.

RDC, 2010, Loi n°04/2001 du 20 juillet 2010 relative aux principes fondamentaux de l'organisation de l'administration publique. Kinshasa : Imprimerie Officielle.

RDC, 2017, Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour. Kinshasa : Imprimerie Officielle.

THOENIG Jean-Claude, 2007, *L'État et les services publics : Permanence et mutations*, Paris : LGDJ, 240 p.